

Hautes-Pyrénées

PRÉVENTION DES INONDATIONS

Les crues auraient pu être bien pires

HAUTES-PYRÉNÉES Le Syndicat Mixte Adour Amont, créé en début d'année, a réalisé des travaux avant les crues, pour éviter le pire. A présent, il faut terminer les travaux d'urgence post-crues. On fait le point.

Il faut le dire: les dernières crues du mois de décembre ont été particulièrement violentes. Pourtant, selon les représentants du Syndicat Mixte Adour Amont (SMAA), ça aurait pu être bien pire. L'impact a été minimisé grâce aux travaux faits bien avant. Jean-Claude Piron, vice-président du SMAA, explique: « On souhaitait faire un point sur ce qui s'est passé pendant les crues, mais surtout avant, et maintenant. » Frédéric Ré, président du SMAA, ajoute: « Nous avons des techniciens répartis sur tout le territoire, qui nous permettent de suivre la crue de l'amont vers l'aval. Sur cet événement, l'aspect psychologique est important. On n'est pas habitués à des événements comme ça, car c'est majeur, mais ça a déjà existé et ça peut exister de manière encore plus importante. Sauf que si on n'est pas préparé, si on ne mesure pas ce qui va arriver, les élus et les techniciens sont inquiets, et donc la population aussi. » Le souci, sur la dernière crue, c'est « que comme on connaissait les événements précédents, notamment de juin 2018, on pensait qu'on avait atteint le maximum... La preuve que non ! On avait des schémas, et on pensait connaître le fonctionnement de l'eau. Par exemple, sur l'Adour, pour le pic de crue, entre Tarbes et Maubourguet, il y a 4h. On était sûrs de ça, sauf que cette fois il s'est écoulé 12h. Donc on était certains d'avoir le pic de crue à minuit à Maubourguet, sauf que le lendemain matin à 6h, l'eau continuait à monter. Et elle est montée jusqu'à 8h. Il y a la conjonction des précipitations, de la fonte des neiges... et il a plu en fin d'après-midi donc c'est remonté. »

Le SMAA

Le syndicat mixte Adour Amont a été créé le 1er janvier 2019, « pour traiter les problèmes d'inondations et de gestion des milieux aquatiques au niveau du bassin versant de l'Adour. Il couvre 4 départements, 16 EPCI (établissement public de coopération intercommunale) et 3 syndicats de rivière. Tout ça a fusionné pour créer ce syndicat, qui couvre environ 450 communes. » Il part en effet des sources en montagne jusqu'au Gers.

Malgré cette crue cinquantennale, Jean-Claude Piron précise: « On est montés à 2,17 m sur l'Adour, à 1m sur l'Échez, ce qui n'était jamais arrivé. Il y a eu quelques dégâts, et c'est toujours désagréable et stressant. Mais on a été relativement satisfaits du peu d'impact sur les populations. Il y a eu 2 personnes déplacées, une voiture noyée, quelques garages et maisons inondés, et le quai de l'Adour. On ne dit pas qu'il

DES IMPACTS LIMITÉS

quelques années on avait eu beaucoup plus de dégâts, parce qu'il y avait des arbres qui étaient venus se coincer sous les ponts. Il y a aussi des canaux qui ont été creusés du côté de Bastillac. Tout ce travail d'entretien préventif, il est fait. Bien sûr, si la crue avait fait 20cm de moins, il n'y aurait pas eu d'eau. » Le second axe de travail c'est « de créer des infrastructures, des ouvrages d'art plus importants, qui protégeront notre territoire. Mais cela prend beaucoup de temps. Il faut faire un PAPI (plan d'action de prévention des inondations), qui est en cours. Il y a 1 million d'euros prévu pour 3 ans d'études, car on ne fait pas des ouvrages d'art pour le plaisir... Ça coûte très cher, et c'est donc beaucoup plus important que ce soit parfaitement mis en place et calibré pour être efficace. » Pour Frédéric Ré: « Notre travail c'est l'aménagement du territoire. Quand on est en zone inondable, potentiellement on peut être inondé... J'ai des personnes qui m'ont dit qu'elles n'avaient jamais vu



Jean-Claude Piron, Frédéric Ré et Michel Monségu, respectivement vice-président amont, président et vice-président aval du Syndicat Mixte Adour.

n'y a pas eu d'impact, mais par rapport à la crue qu'on vient de subir, ils ont été plus que modérés. »

Si ces impacts ont été moindres, c'est en partie grâce au travail du syndicat en amont: « L'un des axes de travail c'est le traitement et l'entretien des berges et des lits des rivières. A Tarbes, sur l'Adour, il y a eu en octobre dernier une pelle qui a déplacé des centaines de mètres cubes de graviers, parce que l'Adour venait taper contre les berges et les déstabilisait. On a aussi enlevé des rangées d'arbres. Ce qui a fait que quand l'Adour est monté, il a pu rester dans son lit, il n'est pas venu taper contre les berges et n'a pas déstabilisé les arbres, et le pont d'Alstom est toujours là. Ce travail a coûté 14 000€, personne ne s'en est rendu compte, mais sans ça, on ne sait pas si le pont serait toujours là ! On a fait le même genre de travaux sur plusieurs points. Sur l'Échez c'est pareil, on a l'impression que peu de choses ont été faites, mais on avait enlevé tous les arbres. Et il faut se rappeler qu'il y a

quelques années on avait eu beaucoup plus de dégâts, parce qu'il y avait des arbres qui étaient venus se coincer sous les ponts. Il y a aussi des canaux qui ont été creusés du côté de Bastillac. Tout ce travail d'entretien préventif, il est fait. Bien sûr, si la crue avait fait 20cm de moins, il n'y aurait pas eu d'eau. »

Le second axe de travail c'est « de créer des infrastructures, des ouvrages d'art plus importants, qui protégeront notre territoire. Mais cela prend beaucoup de temps. Il faut faire un PAPI (plan d'action de prévention des inondations), qui est en cours. Il y a 1 million d'euros prévu pour 3 ans d'études, car on ne fait pas des ouvrages d'art pour le plaisir... Ça coûte très cher, et c'est donc beaucoup plus important que ce soit parfaitement mis en place et calibré pour être efficace. » Pour Frédéric Ré: « Notre travail c'est l'aménagement du territoire. Quand on est en zone inondable, potentiellement on peut être inondé... J'ai des personnes qui m'ont dit qu'elles n'avaient jamais vu

l'eau chez elles, mais à l'échelle humaine ce n'est rien. La première réflexion à avoir c'est: quel est le champs d'expansion naturel que l'on peut avoir ? On a la chance d'être dans un milieu rural, pas trop urbanisé. C'est difficile, mais il faut accepter que l'eau aille quelque part. L'enjeu est clair: la priorité est sur les zones habitées, c'est là qu'il faut protéger. Donc pour mieux protéger il faut inonder d'autres secteurs. Je ne dis pas qu'il faut inonder tous les champs. Il faut que les agriculteurs continuent à vivre en acceptant que certaines parcelles soient inondées. » Le syndicat unique permet « d'avoir une vision globale de l'aménagement du territoire. Il y a des erreurs qu'on a faites auparavant et qu'on peut arranger, d'autres pas, et dans ces cas-là il faut pallier au mieux avec des travaux qui permettent de limiter les dégâts. » Michel Monségu, 2e vice-président du syndicat, précise: « Il faut aussi accepter qu'on ne pourra pas tout protéger. Quand on est en zone inondable, il peut y avoir un accident. »

Des travaux longs, et coûteux

Saint-Mont où il faut intervenir dans les 15 jours. Il faut fermer les brèches au cas où on subisse une remontée des eaux. » Ensuite, les techniciens devront faire « un diagnostic un peu plus précis du post-crue pour savoir où des interventions seront nécessaires. Ça va être du traitement végétal, du traitement d'atterrissement, de la reprise de terres de protection des inondations... Il y aura aussi des réflexions plus larges à mener sur les champs d'expansion de crue. Il n'existe pas qu'une solution, chaque problématique est différente. Sur les travaux d'urgence, il y a encore plusieurs semaines de travail à prévoir. »

janvier-février « des études seront lancées pour faire des champs d'expansion de crues sur l'Échez et sur la tête de l'Alaric. » Par exemple, à Tarbes, Jean-Claude Piron ajoute: « Sur le Caminadour, on a créé des espaces de déambulation sur le lit de l'Adour, donc quand il sort de son lit, il fait quelques dégâts. On le sait, mais c'était un choix politique. Il faut le sécuriser avant de le rouvrir. » D'ailleurs, du côté de Soues, le Caminadour pourrait bien être déplacé en haut du talus et non plus en bas comme c'était le cas jusqu'à présent.

c'est de l'ordre de 800 000€. A Maubourguet, les travaux qu'on fait sur la brèche, c'est 100 000€, donc ça va vite. Il y en a autant à faire sur la partie Gersoise. Bien sûr, il faut le phaser. Faire le plus urgent d'abord. » Sur le très urgent, qui sera fait dans les semaines à venir, le coût se situera autour des 200 000€. Mais qui finance ces travaux ? Jean-Claude Piron reprend: « C'est financé par la GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations), une taxe que tout le monde paye. Ça a un côté vertueux car il n'y a pas que les gens au bord de la rivière qui la payent. C'est solidaire en quelque sorte. » C'est aussi pour ça qu'un syndicat unique a été créé: pour que tout le monde soit concerné, et pour que les travaux soient faits dans la globalité et non pas chaque collectivité dans son coin.

DES TRAVAUX URGENTS

Des travaux post-crue, urgents sont prévus. Frédéric Ré explique: « Il y a des travaux d'urgence majeure. Sur la partie amont il y en a très peu, sur la partie moyenne il y a Maubourguet où une terre a cédé, et sur le Gers on a quelques points du côté de Risèle et

CÔTÉ COÛT

Les travaux post-crue coûteront cher. « On sait que sur la partie Hautes-Pyrénées, sur la rivière uniquement mais sur toute la longueur,

DES TRAVAUX SUR LA DURÉE

Il y aura aussi des travaux à prévoir sur une échelle de temps plus importante. Dès